

ENFOPRENSA

Agence guatémaltèque de presse

Informations du Guatemala

3^e année, n° 143

Du 27 septembre au 3 octobre 1985.

POLITIQUE

Crise ministérielle
Un militaire à la Banque de Guatemala
Le transport paralysé
Les Etas-Unis ratifient leur soutien aux élections
Plateforme de l'URNG: un pas louable vers la mobilisation.

CONTRE-INSURRECTION

Recrutements de force

INSURRECTION

Occupation de municipalité
L'EGP tend une embuscade à l'armée
Une autre embuscade et diverses occupations

MOUVEMENT POPULAIRE

Le secteur privé ne paye pas les salaires minimaux

DROITS DE L'HOMME

Assassinat d'un professeur
Tuerie dans la capitale
Augmentation des assassinats
Assassinat de paysans
Nouvelles demandes du GAM
Condamnation des attaques portées contre l'université

POLITIQUE

CRISE MINISTERIELLE

Le 27 septembre, le gouvernement annonçait la défection du Ministre des Finances, Armando González Campo, et du Président de la Banque de Guatemala (Banque Centrale), Oscar Alvarez.

Selon les milieux de presse locaux, cette crise ministérielle est la preuve qu'il existe des divergences entre le secteur privé et la haute hiérarchie militaire en matière économique.

Les dits fonctionnaires avaient qualifié, au cours de ces derniers jours, la politique économique du régime militaire "d'inflationniste". Ils ont également rendu ce même gouvernement responsable de l'aggravation de la crise générale du pays.

UN MILITAIRE A LA BANQUE DE GUATEMALA

Le 28 septembre, le Colonel Jorge Luis Monzón était désigné comme titulaire du poste de Président de la Banque de Guatemala, après la démission de Oscar Alvarez.

Le Colonel Monzón a souligné, lors de sa désignation, qu'il "recevait un cadeau empoisonné" si l'on considère que le Guatemala ne dispose d'aucun moyen financier "pour couvrir ses besoins internes" et encore moins pour payer les services de sa dette extérieure.

LE TRANSPORT PARALYSE

Selon des milieux de presse locaux, le Guatemala vit, en ce début du mois d'octobre, une situation de paralysie complète des transports, collectif et individuel, du fait d'une carence en combustible dans ce que l'on considère comme étant la plus grave crise énergétique traversée par le pays au cours de ces dernières années.

Près de 90 % des stations services du pays ont dû arrêter leurs ventes faute de combustible. De même, seul 20 % du transport urbain est en mesure de fonctionner; les routes du pays sont désertes et d'imposantes files de voitures se forment, tôt le matin, près des stations services.

LES ETATS-UNIS RATIFIENT LEUR SOUTIEN AUX ELECTIONS

Le 29 septembre, l'Administration Reagan faisait savoir au gouvernement guatémaltèque par le biais de son Vice-Secrétaire d'Etat pour les Affaires Inter-Américaines, Elliott Abrams, lors d'une entrevue qui s'est tenue à New York avec le Ministre des Relations Extérieures guatémaltèque, Fernando Andrade, qu'elle souhaitait vivement que les élections présidentielles se tiennent, le 3 novembre, au Guatemala.

Le fonctionnaire américain a réitéré l'appui de la Maison Blanche au régime militaire guatémaltèque et a signalé sa préoccupation devant la grave détérioration de la situation économique de ce pays d'Amérique Centrale.

PLATEFORME DE L'URNG : UN PAS LOUABLE VERS LA MOBILISATION

Le 28 septembre, on pouvait lire dans une déclaration publiée dans le journal Prensa Libre que le Parti Guatémaltèque du Travail -PGT- au cours de la commémoration du 36ème anniversaire de sa fondation avait affirmé que le processus électoral ne pourra résoudre les "problèmes graves et urgents" que connaissent les guatémaltèques.

Le PGT lance un appel à la population guatémaltèque pour qu'elle appuie "la plateforme proposée durant l'appel lancé en septembre par l'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque -URNG- qui est une base minimale autour de laquelle il est possible de s'unir, de se mobiliser, de s'organiser en tant que secteurs populaires, démocratiques et patriotes dans une lutte et une action en faveur d'une issue à la crise". Le PGT lance également un appel à la lutte et à l'unité révolutionnaire de la population guatémaltèque.

CONTRE-INSURRECTION

RECRUTEMENTS DE FORCE

Le 1 octobre, des habitants de la municipalité Nahualà, du département central de Solola, faisaient savoir que l'armée gouvernementale recrutait de force des

dizaines de jeunes gens, y compris des mineurs d'âge, dans des communautés de paysans à l'intérieur du pays.

Selon cette même information, l'armée capture les jeunes dans leur propre maison, dans les champs et dans les rues. Puis, de force, elle les emmène dans les garnisons.

INSURRECTION

OCCUPATION DE MUNICIPALITE

Un communiqué rebelle, rendu public le 1 octobre, signale que des forces de l'Organisation du Peuple en Armes, ORPA, ont pris possession, politiquement et militairement, le 27 septembre, de la bourgade de San Miguel, Ixtahuacàn, dans le département occidental de San Marcos, alors que la dite bourgade célébrait la fête de son Saint Patron.

Durant l'heure et demie d'occupation, les insurgés ont organisé une réunion à caractère politique avec plus de 2 000 habitants à qui ils ont expliqué les causes de la crise économique, politique et sociale que traverse le pays.

L'EGP TEND UNE EMBUSCADE A L'ARMEE

Un rapport rebelle diffusé le 28 septembre stipule que des unités de l'Armée des Guérilleros des Pauvres -EGP- avaient occasionné 30 pertes, morts et blessés inclus, aux troupes gouvernementales et s'étaient emparées de matériel de guerre et d'équipement militaire, au cours d'une embuscade tendue le 27 septembre aux alentours du village Sumal Grande, dans la municipalité de Nebaj, dans le département de El Quiché, au nord-ouest du pays.

D'après cette information, les insurgés, armés de fusils, de mitrailleuses et grenades en mains, ont attaqué les troupes de la deuxième compagnie de Fusiliers du bataillon de la 19ème base militaire.

UNE AUTRE EMBUSCADE ET DIVERSES OCCUPATIONS

Le journal Prensa Libre du 27 septembre faisait savoir que des unités de l'Armée des Guérilleros des Pauvres -EGP- avaient occasionné, le 26 septembre, 8 pertes aux troupes gouvernementales au cours d'une embuscade tendue à hauteur du territoire Santo Tomàs, dans la région de Ixcàn, dans le département de El Quiché.

Toujours selon le journal, les Forces Armées Rebelles -FAR- quant à elles ont occupé divers tronçons de la route qui va des bourgades de Flores à Melchor de Mencos, à El Peten.

MOUVEMENT POPULAIRE

LE SECTEUR PRIVE NE PAYE PAS LES SALAIRES MINIMAUX

Au cours du journal télévisé Teleprensa, du 28 septembre, on apprenait que les dirigeants du secteur du travail avaient qualifié d'irresponsable la décision prise par le gouvernement, à savoir de laisser à la bonne volonté de l'Initiative Privée la possibilité d'augmenter les salaires.

Un dirigeant syndical a déclaré qu'ils "étaient sûrs que le patronat ne concéderait jamais les augmentations nécessaires". Ce dirigeant qui a préféré garder l'anonymat par crainte des représailles a ajouté que "dans les campagnes, les salaires minimaux actuellement admis ne sont pas payés".

DROITS DE L'HOMME

ASSASSINAT D'UN PROFESSEUR

Le professeur Walter González Reyes a été assassiné, le 26 septembre, par des effectifs appartenant aux forces de sécurité gouvernementales qui ont ouvert le feu sur la victime dans une rue centrale de la capitale depuis un véhicule équipé de vitres spéciales.

Les proches de González Reyes rendent le gouvernement responsable de ce nouvel acte de violence.

TUERIE DANS LA CAPITALE

Le 26 septembre, 5 personnes étaient assassinées dans un bureau privé situé dans un immeuble appelé "El Patio", situé dans la zone 4 de la capitale.

Selon l'information reçue, "des inconnus" fortement armés, agissant en toute impunité, ont ouvert le feu, mitraillette au poing, sur les victimes : Antulio Tobar, Mirna Pérez Vàsquez, Luis Landaverde Reyes, René Mauricio González et une femme non identifiée.

AUGMENTATION DES ASSASSINATS

Le 27 septembre, le journal télévisé Aquí El Mundo signalait que les cadavres de 5 personnes non identifiées, visiblement torturés, ont été retrouvés dans un véhicule, aux abords de la bourgade Patzicìa.

ASSASSINAT DE PAYSANS

Le 24 septembre, les paysans Esteban Lux et son fils Bartolo Lux Lainez étaient assassinés, chez eux, devant les membres de leur famille, par des soldats de l'armée qui effectuaient des actions contre-insurrectionnelles dans le département de El Quiché. Ces informations ont été divulguées par des proches des victimes.

De même, le paysan Enrique Nolasco Sebastián était assassiné, le 26 septembre, par des soldats qui ont violé son domicile en présence de l'épouse et des enfants de la victime, dans le hameau San José El Rodeo, à San Marcos.

NOUVELLES DEMANDES DU GAM

Le 28 septembre, le GAM, Groupe d'Appui Mutuel, demandait au gouvernement militaire des réponses concrètes aux multiples pétitions et demandes qui lui ont été adressées aux fins d'éclaircir la situation qui est celle de milliers de détenus et disparus.

Le GAM maintient que le gouvernement continue de taire le lieu de détention des personnes enlevées par les forces de sécurité et accuse les autorités, et plus spécifiquement les militaires, de faire preuve d'une attitude "prépondérante et inhumaine".

CONDAMNATION DES ATTAQUES PORTEES CONTRE L'UNIVERSITE

Le 30 septembre, des représentants du Service Universitaire Mondial -SUM- dont le siège est situé en Suisse et des Universités de la République Fédérale d'Allemagne qui se sont rendus au Guatemala et après s'être entretenus avec le Recteur Eduardo Meyer, ont souligné que les Universités européennes condamnaient les violations des Droits de l'Homme commises par l'armée et le gouvernement du Guatemala à l'encontre des universitaires guatémaltèques et stigmatisaient l'occupation militaire dont l'Université Nationale de San Carlos a été l'objet par les forces armées au cours des premiers jours de septembre.

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX